

**UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION
FOR AFRICA**



**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE**

**EVALUATION PRELIMINAIRE
DES
RESULTATS DE L'ECONOMIE AFRICAINE EN 1994
ET PERSPECTIVE POUR 1995**

CONFERENCE DE FIN D'ANNEE

par

**Layashi YAKER
Secrétaire général adjoint des Nations Unies,
Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique**

**Addis-Abeba (Ethiopie)
15 décembre 1994**



Excellences,

Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de missions diplomatiques,
Messieurs les Chefs des organisations régionales africaines et
des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies,
Messieurs les Représentants des médias,
Mesdames, Messieurs,
Chers Collègues,

1. C'est avec plaisir que je vous souhaite à tous la bienvenue à la Maison de l'Afrique, à l'occasion de la présente Conférence de fin d'année. Je tiens à vous remercier de nous avoir fait l'honneur de répondre à notre invitation. La Commission économique pour l'Afrique se félicite de l'occasion précieuse qui lui est donnée de procéder, à un échange de vues et à des analyses sur des questions d'actualité concernant l'Afrique, avec les Etats membres et les institutions sœurs, ainsi que tous ceux qui s'intéressent au progrès de l'Afrique - les gouvernements et les populations des Etats membres, de même que les organisations régionales et sous-régionales du continent et les partenaires au développement, notamment les organisations internationales et non gouvernementales.

2. La tradition veut que la Conférence de fin d'année soit consacrée à une évaluation préliminaire de la situation économique et sociale en Afrique durant l'année qui va prendre fin et à l'examen des perspectives pour l'année à venir telles qu'elles se présentent au moment de ladite Conférence. Je vais donc passer en revue le comportement des économies africaines en 1994 et les perspectives qui s'offrent à la région pour 1995, en examinant également les exigences auxquelles il faut satisfaire à l'échelle nationale et internationale pour faciliter la transition de l'Afrique vers la croissance accélérée et le développement.

3. A compter de l'évaluation préliminaire de fin d'année de l'état de l'économie africaine faisant l'objet de la Conférence d'aujourd'hui, la Commission clôt une série chronologique et en ouvre une nouvelle. Jusqu'à présent, nos séries chronologiques ne couvraient pas la République sud-africaine, membre fondateur, exclue de la Commission en 1965 à cause de sa politique raciste de "développement séparé". Avec

la disparition de l'apartheid, l'adoption d'une constitution provisoire non raciale et la mise en place du premier gouvernement jamais élu démocratiquement par l'ensemble des Sud-Africains, j'ai l'insigne honneur d'accueillir la nouvelle République sud-africaine à nouveau dans le giron de la Commission. Aujourd'hui donc, nous démarrons une nouvelle série chronologique de statistiques socio-économiques qui couvrira le continent africain tout entier, d'Alger au Cap, du Cap-Vert aux Seychelles.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN 1994

4. Les données provisoires dont dispose la Commission économique pour l'Afrique sur l'état des économies nationales africaines en 1994 indiquent une progression modeste du taux de croissance économique de la région. Selon nos estimations, au cours de cette année 1994, la production économique africaine s'est accrue de 2,8%, soit d'un taux supérieur à ceux de 1993 et 1992 qui étaient respectivement de 1,1% et de - 0,3%. C'est dire que le revenu par habitant ne cesse de baisser et que la région continue de perdre du terrain à la fois en termes absolus et relatifs. Durant la période 1990 - 1994, le PIB a en fait régressé au rythme de 1,5% par an. Au cours de la période, la proportion de la population vivant dans la pauvreté a augmenté à un rythme encore plus rapide. Et là, il s'agit aussi bien des zones rurales où le déclin économique s'est poursuivi que des villes où les efforts tendant à promouvoir la croissance et la création d'emplois dans le secteur de l'industrie et des services ont manqué de vigueur.

5. La situation économique mondiale a continué de s'améliorer en 1994, sous l'impulsion d'une croissance vigoureuse enregistrée aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie. La croissance de la production de l'ensemble des économies de l'OCDE est estimée à 2,6% cette année. Les économies en transition de l'Europe de l'Est, des Etats baltes, de la Russie et des anciens Etats de la CEI, considérés en tant que groupe, se sont probablement contractés d'environ 6% cette année. Pour leur part, les pays en développement dans leur ensemble connaîtront, selon les estimations, un taux annuel d'expansion de 5 -

6% qui est le fait cependant pour l'essentiel, de la Chine dont on escompte un taux de croissance d'environ 10%, des pays nouvellement industrialisés de l'Asie du Sud-Est et, dans une moindre mesure, de l'Inde et de l'Amérique latine. Il est prévu que la production économique mondiale augmentera au rythme d'environ 3% durant l'année, contre 2% en 1993.

6. Bien que l'Afrique ait enregistré son taux de croissance le plus élevé en cinq ans, sa part dans la production économique totale du monde a continué de reculer, quoique le taux d'accroissement de sa population soit à peu près le double de celui de la population mondiale. L'Afrique est également restée à la traîne des autres régions en développement qui font actuellement figure d'importants moteurs de la croissance économique mondiale.

7. Pour ce qui est de la demande, sur la base des données provisoires, nos estimations indiquent que la consommation intérieure, ainsi que la consommation publique et privée ont progressé de 0,9%, contre 1,7% l'année dernière (tableau 4). La formation de capital fixe, y compris les variations des stocks (investissement en capital fixe), se serait accru de 5,2%, contre 1% en 1993.

8. La longue liste des facteurs à l'oeuvre à des degrés divers dans les pays africains et à l'origine des piètres résultats économiques obtenus par la région au fil des ans a systématiquement inclus les facteurs suivants :

- Contraintes pesant sur les ressources en devises du fait de l'alourdissement du fardeau de la dette, de l'insuffisance des flux d'aide extérieure et de la détérioration des termes de l'échange;
- Mauvaise gestion micro-économique et macro-économique, notamment politiques économiques peu favorables à l'épargne, à l'investissement et au développement durable;

- Pertes financières et mauvaise affectation des rares ressources nationales, ce en raison du manque de transparence et d'obligation de rendre des comptes;
- Déficiences structurelles des économies africaines qui tendent à accentuer l'impact des chocs extérieurs, comme par exemple les variations soudaines des prix, les sécheresses, les fléaux, etc.
- Instabilité politique et situations de conflit; et
- soutien inadéquat au rôle de la femme dans le développement.

9. La relance modeste de la croissance économique enregistrée dans la région en 1994 doit nécessairement être portée à l'actif des améliorations intervenues dans certains de ces facteurs. Le climat a été plus favorable qu'en 1993 à l'agriculture dans la plupart des zones du continent, encore qu'un certain nombre de pays aient été ravagés par la sécheresse pendant au moins une partie de l'année, avec comme conséquence la baisse de la production agricole. Cette dernière n'a progressé dans la région que de 2,1% seulement en 1994 contre 3,7% en 1993. Le sous-secteur des produits alimentaires a connu un taux de croissance de 2,5% seulement comparé à celui notable de 4% atteint l'année dernière. De plus, compte tenu du taux de croissance démographique de l'Afrique, la production vivrière par habitant a reculé d'environ 0,5%, ce qui ne rapproche nullement le continent de son objectif d'autosuffisance alimentaire. Une mauvaise saison des pluies durant le troisième trimestre de 1993 et le premier trimestre de 1994 a précipité l'apparition, au cours du premier semestre de l'année, de la famine sur une vaste étendue peuplée de 22 millions d'habitants approximativement et couvrant une dizaine de pays dans la Corne de l'Afrique. Dans les pays les plus gravement touchés, surtout l'Erythrée, l'Ethiopie et le Kenya, la mort et les déplacements de populations à une grande échelle ont été évités grâce à la distribution au bon moment d'une quantité accrue de produits alimentaires importés et d'aide alimentaire. Toutefois, la situation a été meilleure dans

les autres sous-régions. En Afrique du Nord, le Maroc et l'Egypte ont enregistré des récoltes exceptionnelles de blé et de céréales secondaires en 1994, en raison principalement de pluies suffisantes durant la période de végétation. Dans le Sahel et les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, il est prévu des récoltes supérieures à la normale. Les récoltes de blé et de maïs ont été très abondantes en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Même certaines zones de la Corne de l'Afrique s'attendent à une bonne récolte, en raison d'une saison des pluies principale jugée convenable au milieu de 1994. Alors que le volume total des importations alimentaires et de l'aide alimentaire se montait à 8,6 millions de tonnes pour l'année 1993/94, les besoins en importations en 1994/95 seront probablement plus bas, de l'ordre de 5,2 millions de tonnes.

10. La transition constitutionnelle opérée pacifiquement de l'apartheid à un régime démocratique et non racial en République sud-africaine sous la conduite du Président Nelson Mandela a fait naître l'optimisme à l'intérieur et à l'extérieur en ce qui concerne l'avenir de ce pays. D'autres pays ont également réalisé le passage de régimes de parti unique établis de longue date à un système de gouvernement fondé sur le pluralisme démocratique, et cela dans des conditions pacifiques remarquables. Les pays africains dans leur majorité ont continué d'appliquer des réformes économiques, mais à des coûts sociaux extrêmement élevés.

11. Par ailleurs, même si aucun nouveau conflit n'a surgi dans notre continent en 1994, les foyers chroniquement embrasés n'ont pas cessé toutefois de constituer un grave sujet de préoccupation non seulement pour l'Afrique mais aussi pour le concert mondial des nations. De plus, le conflit au Rwanda, qui ne faisait que couvrir en 1993 et se prêtait à une solution négociée de partage du pouvoir, a brutalement éclaté en avril 1994 et dégénéré en un génocide dont l'horreur et l'ampleur ont pris de court et l'Afrique et la communauté internationale. A côté, le Burundi était prêt à basculer, tandis que les hostilités se poursuivaient en Angola et au Sud-Soudan. Les tensions politiques ont persisté dans différents pays dont l'Egypte,

l'Algérie et le Zaïre, alors que le Nigéria, dont l'économie figure parmi les trois plus grandes de l'Afrique, connaissait une période marquée par des tensions politiques et l'agitation du monde du travail. Cela a continué à être l'impasse en Somalie. Ces diverses situations n'ont pas manqué d'inhiber dans une certaine mesure la croissance économique de l'Afrique en 1994.

12. Si l'on excepte les pays en proie à un conflit (Angola, Libéria, Rwanda et Somalie), la région a enregistré un taux de croissance de 2,9% contre 1,2% l'année dernière (tableau 1). Cependant, dans la mesure où elles ont conforté la thèse sans fondement selon laquelle tous les pays africains sans exception sont "sujets à des conflits" et "instables", ces situations, ont très probablement concouru à décourager les investissements à destination de l'Afrique, ce qui a réduit les perspectives de croissance économique dans le moyen terme.

13. Comme on pouvait s'y attendre, la modeste croissance économique de l'Afrique en 1994 laisse apparaître des variations significatives selon les sous-régions et les pays. La production économique des six pays de l'Afrique du Nord a progressé au taux de 2,5% cette année, contre 0,8% en 1993. Les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest ont connu un taux de croissance de 2,6% approximativement contre 3,2% l'année dernière. Pour les 21 pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, y compris les Etats insulaires de l'océan Indien, le taux de croissance a été de 3,7%, contre 1,5% l'année dernière. Le taux est estimé à 3,8% contre 1,2% en 1993 pour les 7 pays de la sous-région de l'Afrique australe dont la République sud-africaine. Cependant, il est prévu pour les 10 pays de la sous-région de l'Afrique centrale un recul de la production de 0,2% en 1994, après une baisse de 4,8% en 1993. Pour les 32 pays les moins avancés (PMA) du continent, on s'attend à un taux de croissance de 1,7%, contre le chiffre légèrement inférieur de 1,6% de l'année dernière. En outre, les pays exportateurs de pétrole de la région auront selon toute vraisemblance un taux de croissance de 2% seulement contre 1,7% en 1993.

14. S'agissant des pays, 11 d'entre eux ont accusé un taux de croissance négatif cette année par opposition à 17 l'année dernière, tandis que le taux de croissance doit en principe dépasser 5% dans 12 autres, soit le même nombre que l'année dernière, ce qui explique le léger mieux enregistré dans le comportement économique de la région (tableau 2).

15. Les recettes d'exportation de l'Afrique en 1994 passeront vraisemblablement de 91,3 milliards de dollars en 1993 à 95,2 milliards en 1994, d'où un accroissement nominal de seulement 4,25%, eu égard aux forts accroissements des cours des produits de base. Les exportations africaines n'ont enregistré qu'un accroissement modeste de 2% en volume, contre 1,1% en 1993 (tableau 4). L'augmentation de la valeur des exportations a été imputable à une hausse remarquable durant l'année des cours de la quasi-totalité des produits primaires: café, cacao, thé, coton et minéraux notamment. Toutefois, le fléchissement des cours du pétrole d'environ 7,6% a déprimé la croissance des exportations.

16. La valeur des importations s'est par ailleurs, selon les estimations, accrue de 95,5 milliards de dollars en 1993 à 101,7 milliards en 1994 en valeur, ce qui représente une augmentation nominale de 6,5% environ (tableau 4). Le déficit croissant des échanges de marchandises, conjugué à la réduction de l'excédent au titre des transferts et à un déficit accru de la balance des services vont probablement entraîner un déficit accru du compte courant d'environ 7,8 milliards de dollars, quelque peu supérieur à celui de l'année dernière.

17. Sur la base des données provisoires, l'indice des prix des exportations de l'Afrique incluant le pétrole, établi par la CEA, s'est redressé de 2,1%. Cependant si l'on ne tient pas compte de ce produit, l'indice des prix des produits de base exportés s'élève de 18,7%. L'indice des prix des produits servant à fabriquer les boissons, pris en tant que groupe, a bénéficié d'une montée spectaculaire de près de 60%, essentiellement due à la forte poussée des achats et à la

spéculation sur le marché du café provoquées par des nouvelles faisant état de gelée et de sécheresse dans les zones productrices de café du Brésil ainsi que par le dégonflement des stocks de cacao. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de quelque 5%. Les prix des minéraux et des métaux se sont élevés d'environ 6%, sous l'effet de la reprise intervenue dans les pays industrialisés. Par ailleurs, ainsi qu'il a été noté plus haut, les cours du pétrole brut ont marqué un recul de 7,6%, en raison de la décision prise par l'OPEP de maintenir sa part du marché mondial. C'était là, on ne saurait en douter, un bienfait pour les pays africains importateurs de pétrole, mais une perte significative de revenus pour les pays exportateurs de pétrole. S'agissant des importations, l'Afrique a profité de l'inflation modérée qui a persisté dans les pays industrialisés. Ainsi, les cours mondiaux des biens manufacturés se sont redressés de 0,7% seulement après avoir chuté de 2,2% en 1993. Malgré le comportement remarquable des marchés des produits de base en 1994, les termes de l'échange de l'Afrique ne se sont améliorés que légèrement, soit de 0,6% en 1994, après avoir chuté de 4,9% l'année dernière (tableau 5). Cependant, il a existé un grand écart entre les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole, les derniers accusant une importante détérioration de leurs termes de l'échange allant jusqu'à 9% et les premiers profitant d'une nette amélioration dans ce domaine (atteignant 17%).

18. Les perspectives de forte croissance de l'économie mondiale, en particulier des économies industrialisées, font craindre de nouvelles pressions inflationnistes. Les marchés financiers mondiaux voient en général dans la reprise des cours des produits de base un signe avant-coureur d'une accélération des taux d'inflation. Il faudra, sans aucun doute, ajouter un élément supplémentaire aux perspectives à moyen terme des marchés financiers, à savoir la certitude d'une hausse très marquée de la demande mondiale de capitaux - pour la transformation des anciennes économies à planification centralisée, pour le maintien de l'expansion des nouvelles économies industrialisées, pour couvrir les déficits budgétaires structurels des grands pays industrialisés et, enfin, pour permettre aux entreprises de ces pays de consolider leur position concurrentielle dans une économie mondiale où la compétition

se fait plus acharnée. Par voie de conséquence, les rendements des obligations à long terme (c'est-à-dire les taux d'intérêt sur la dette à long terme) accusent une hausse non négligeable depuis le début du second semestre 1994. Les marchés obligataires s'affaiblissent et aussi bien les marchés anciens ou nouveaux de valeurs sont devenus extrêmement instables et quittent les sommets atteints au début de l'année.

19. Les pays en développement, notamment les pays africains, sont désavantagés à plusieurs égards par l'évolution des marchés financiers mondiaux, compte tenu du caractère intégré de l'économie mondiale depuis la fin de la guerre froide et depuis le Cycle d'Uruguay. Ils sont désavantagés, premièrement, parce que leurs monnaies, qui sont dans les meilleurs des cas convertibles dans une certaine limite, sont en général rattachées au dollar des Etats-Unis ou à quelque autre monnaie majeure; donc, par la force des choses, ils subissent sur le plan macro-économique les conséquences de leur réévaluation ou de leur déévaluation. Deuxièmement, comme habituellement les cours des produits de base (ainsi que les recettes d'exportation) sont libellés en dollars des Etats-Unis, alors que les paiements des pays en développement pour les importations et le service de la dette ont lieu dans toutes les monnaies principales, la dépréciation du dollar n'a pu que se solder par une importante détérioration des termes de l'échange pour certains pays. Troisièmement, la hausse des taux d'intérêt a entraîné une augmentation des obligations au titre du service de la dette pour les pays ayant contracté une dette à intérêts variables, accru le coût des capitaux pour tous et restreint l'accès aux marchés financiers pour ceux dont la cote de crédit n'est pas très forte.

20. L'événement le plus important de l'année 1994 sur le plan de l'économie internationale a peut-être été la signature de l'Acte final des négociations du Cycle d'Uruguay relatives à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), par les dirigeants de plus de 120 pays réunis à Marrakech (Royaume du Maroc) au mois d'avril. L'Acte final du Cycle d'Uruguay prescrit la libéralisation totale des échanges internationaux, par le biais d'une réduction de plus d'un

tiers des tarifs et de l'assouplissement, voire la suppression, des barrières non tarifaires. Pour la première fois, l'agriculture et les services sont régis par le GATT. Bien que le Cycle d'Uruguay n'ait pas permis d'avancer suffisamment dans le sens d'une réduction des tarifs ainsi que des subventions à la production et à l'exportation et autres barrières non tarifaires érigées essentiellement par les pays les plus riches pour empêcher l'entrée des produits agricoles des pays en développement, ces questions figureront à l'ordre du jour de futures négociations. De la même manière, on n'a guère marqué de vrais progrès en matière d'échanges de services, en partie parce que les pays en développement se sont déclarés préoccupés devant le risque que les entreprises de services des pays avancés, plus riches en capitaux, prennent une position dominante et en partie parce que les Etats-Unis étaient réticents à ouvrir leur secteur des services sans des garanties fermes de réciprocité. Ce sont également des points sur lesquels on peut espérer faire des progrès, si difficiles soient-ils, lors de la suite des négociations ou de futurs cycles de négociations.

21. L'Acte final prévoit la création d'une institution destinée à succéder au GATT, à savoir l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui appliquera les accords commerciaux internationaux et supervisera les futures négociations visant à étendre le champ d'application de la libéralisation du commerce mondial. Etant donné l'importance croissante que les pays en développement comme les pays développés attachent au commerce international, et compte tenu du déséquilibre des rapports de force, l'OMC est destinée à exercer une influence énorme sur les politiques économiques des pays en développement. Ce qui sera donc déterminant sera la coordination qui s'établira entre cette nouvelle organisation et les institutions de Bretton Woods concernant les questions impliquées par les recommandations de politique macro-économique aux pays en développement. Ceci, à son tour, dépendra en grande partie de la mesure dans laquelle les pays en développement pourront faire entendre leur point de vue dans la définition et le suivi des politiques commerciales mondiales. L'OMC devrait succéder au GATT le 1er janvier 1995, date de l'entrée en vigueur de l'Accord issu du Cycle d'Uruguay.

22. Récemment, le secrétariat du GATT a revu l'évaluation qu'il avait précédemment faite des profits escomptés de l'application de l'Accord découlant des Négociations d'Uruguay. Son estimation du montant de l'accroissement annuel de la production mondiale est passé de plus de 200 milliards de dollars à plus de 500 milliards de dollars. Les profits, dans leur écrasante majorité, iront toutefois aux pays dotés d'une base industrielle souple s'appuyant sur une main-d'oeuvre très qualifiée, d'entreprises aptes à s'adapter, d'infrastructures matérielles fiables et productives, d'une épargne intérieure suffisante et d'un environnement macro-économique favorable, autrement dit aux économies de marché et avancées industriellement de l'OCDE et aux dynamiques économies nouvellement industrialisées, en particulier la Chine, les pays de l'Asie du Sud-Est et ceux d'Amérique latine. Quant à l'Afrique, c'est à elle que l'Accord issu du Cycle d'Uruguay apportera le moins d'avantages. D'après plusieurs études faisant autorité, réalisées avant cette récente étude du GATT, l'Afrique risque même de perdre jusqu'à 2,6 milliards de dollars par an du fait des suppressions de préférences dans le cadre des révisions obligatoires du Système généralisé de préférences (SGP) et de la Convention de Lomé, ainsi que de l'augmentation des factures d'importations alimentaires. Pour que l'Afrique puisse jouer un rôle significatif dans la nouvelle organisation du commerce international, il lui faut des investissements massifs pour pouvoir diversifier rapidement ses économies nationales et les rendre concurrentielles dans les domaines où elles possèdent des avantages comparatifs. Un changement de politique générale s'impose également dans le secteur de l'agriculture pour donner un essor à la production et réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'extérieur.

23. Permettez-moi d'aborder maintenant la scène sociale. Cette année aura été celle d'une aggravation de certains des problèmes persistants de l'Afrique. A ce jour, le nombre de réfugiés dépasse les sept millions en Afrique, soit environ le tiers du total mondial du nombre de réfugiés. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dans diverses régions du continent, sont à peu près trois fois plus nombreuses. Les événements au Rwanda et au Burundi ont, à eux

seuls, créé 2,4 millions de réfugiés, avec les situations désastreuses que cela suppose pour la population dans son ensemble, en particulier pour les groupes vulnérables. Aujourd'hui, en Afrique, le phénomène des réfugiés et des personnes déplacées résulte dans la plupart des cas de conflits internes, de dissensions ethniques, de violences politiques et de catastrophes naturelles, et les rapatriements sont rendus difficiles par la pauvreté, les injustices sociales et les peurs constantes de représailles ou de tueries sur des bases ethniques.

24. La population africaine continue de croître rapidement. Son rythme de croissance de 3% par an dépasse les taux annuels moyens de croissance économique et de production alimentaire, qui ont été, comme nous l'avons mentionné plus tôt, de 2,8% et de 2,1% respectivement en 1994. Etant donné ce rythme de croissance démographique, la gestion des ressources naturelles est devenue plus urgente que jamais, les pressions exercées par la population favorisant l'utilisation inconsidérée des ressources naturelles ainsi qu'une dégradation de l'environnement qui, à son tour, aggrave la pauvreté. Au coeur du problème de la population, on retrouve celui de la lenteur du développement économique. Sans aucun doute, le développement est une condition essentielle du ralentissement de la croissance démographique.

25. Le secteur de l'éducation continue de souffrir des coupes opérées dans ses dépenses et de l'accent mis sur le recouvrement et le partage des coûts; on en voit la preuve dans la chute des taux bruts de scolarisation, l'irrégularité de la fréquentation scolaire, les taux d'abandon et de redoublement, le découragement des enseignants et le fait qu'ils quittent nombreux cette profession. Dans certains cas, des litiges entre les gouvernements et des associations d'enseignants à propos de salaires ainsi que des conflits ou des dissensions politiques ont abouti à la fermeture de nombreux établissements d'enseignement. Il en va de même pour le secteur de la santé. Dans de nombreux pays, des programmes de recouvrement des coûts et des litiges relatifs aux salaires désorganisent la demande et l'offre de soins de santé de qualité.

26. Permettez-moi de faire observer que nous avons assisté cette année à nombre d'événements marquants propres à faire progresser le développement social en Afrique. Cette année, du 5 au 15 septembre, la Conférence internationale sur la population et le développement s'est tenue au Caire (Egypte) et a permis l'adoption d'un Programme d'action sur la population et le développement. Ce programme a énoncé pour objectifs, entre autres, la promotion de l'éducation, en particulier pour les filles, un traitement équitable et l'égalité entre les deux sexes ainsi que la réduction de la mortalité infantile, juvénile et maternelle. Ces objectifs répondent à ceux de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable, qui représentait la contribution de l'Afrique à la Conférence du Caire.

27. La Conférence des ministres africains responsables du développement humain a tenu sa première réunion, au mois de janvier de cette année, pour l'adoption de la Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique, qui sera la contribution de la région de l'Afrique au Sommet mondial pour le développement social, devant se tenir à Copenhague (Danemark) en mars 1995. La Position commune africaine comporte plusieurs recommandations relatives à la lutte contre la pauvreté, à l'intégration sociale et à l'emploi, principales questions à l'ordre du jour du Sommet.

28. La cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes s'est déroulée à Dakar (Sénégal) et a permis de mettre au point la Plate-forme d'action africaine qui sera soumise à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing (Chine), en septembre 1995. La Plate-forme d'action africaine met l'accent sur la nécessité de parvenir à une émancipation politique et économique de la femme africaine, de lui faciliter l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à la science et à la technologie, de valoriser le rôle vital qu'elle joue dans la société et dans la famille et de protéger ses droits individuels et ses droits reconnus par la loi.

29. Les politiques sociales des gouvernements africains s'enrichiront des résultats issus de ces diverses manifestations, dans la mesure où,

lors de ces réunions, les pays se sont engagés, les premiers ou en se joignant à d'autres nations, à servir le progrès social.

II. TENDANCES NOUVELLES EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE EN AFRIQUE EN 1994

30. En 1994 comme dans les années précédentes, les pays africains se sont trouvés face à des déséquilibres macro-économiques. Or, parallèlement, une écrasante majorité des pays se sont employés à redresser l'équilibre et à restaurer la stabilité en entreprenant des programmes de réformes. S'ils n'ont pas tous réalisé leurs objectifs budgétaires, ce n'est pas tant par manque de détermination ou de conviction de leur part qu'à cause de contraintes rigides dans les dépenses et de circonstances imprévues, telles que sécheresse, troubles, etc., qui ont déjoué les prévisions économiques initiales. Les réformes économiques à entreprendre dans des pays africains portent obligatoirement sur une longue liste de problèmes qu'il est impossible de traiter tous à la fois. Il est laissé donc à chaque pays une marge pour choisir ses priorités, ainsi que l'ordre dans lequel attaquer les défauts structurels qu'il veut corriger pour parvenir à une plus grande stabilité des prix, des taux d'intérêt et des taux de change de sa monnaie, à un meilleur rendement et à une productivité plus élevée, à la relance de l'économie et à une croissance soutenue s'accompagnant de justice sociale et du recul de la pauvreté.

31. Plusieurs pays ont entrepris des réformes fiscales pour accroître les recettes de l'Etat et restreindre les dépenses publiques, en ayant pour objectif de réduire le pourcentage du déficit budgétaire par rapport au PIB. Ces réformes ont pris deux formes : des réformes institutionnelles, c'est-à-dire une consolidation des services fiscaux pour élever les taux de recouvrement; et un élargissement de l'assiette de l'impôt grâce à l'extension des domaines d'application des impôts indirects (introduction de la taxe sur la valeur ajoutée et de redevances pour l'utilisation de certains services publics). Dans un certain nombre de pays, les milieux d'affaires considèrent les impôts comme une mesure très décourageante pour l'investissement. Certains de

ces pays ont pris des mesures pour remédier à cette situation. Parallèlement, plusieurs gouvernements ont pris des dispositions pour comprimer les dépenses publiques en réduisant les coûts salariaux du secteur public, en diminuant ou en supprimant les subventions et en empêchant la consommation publique d'augmenter. Ces mesures se sont accompagnées, dans certains pays, d'une restructuration du secteur public et d'une rationalisation des dépenses et, ailleurs, de réformes des entreprises d'Etat.

32. Malgré tous ces efforts concertés, le déficit budgétaire s'est encore accentué, à cause de facteurs imprévus. Au Malawi, par exemple, une sécheresse grave et persistante a entraîné une chute spectaculaire des recettes provenant de l'agriculture tout en faisant monter la facture des importations alimentaires, nécessaires pour distribuer de l'aide alimentaire et combler les énormes déficits vivriers. Au Maroc, où la récolte a dépassé le niveau moyen en 1994, le gouvernement a dû acheter les excédents céréaliers aux agriculteurs à des prix minimums garantis. Dans les pays qui sont en train de passer de l'état de guerre à la paix, comme le Mozambique, les coûts énormes de la démobilisation ont absorbé une partie des économies faites sur les dépenses militaires. Par ailleurs, dans bien des pays, il faut encore mettre fin à certaines échappatoires, qui empêchent que l'imposition soit appliquée de façon équitable, et mettre en place des régimes de collecte de recettes qui fonctionnent correctement, afin de réduire au minimum les tendances à la corruption. En conséquence, les déficits budgétaires devraient s'élever à environ 6% du PIB, contre 5% environ l'année dernière. Toutefois, pour limiter le gonflement de la masse monétaire, certains pays africains financent l'essentiel de leurs déficits budgétaires plutôt en émettant des bons du Trésor qu'en ayant recours directement à des emprunts auprès de leurs banques centrales.

33. Outre les efforts entrepris pour éviter un gonflement excessif de la masse monétaire, plusieurs pays africains se sont lancés dans des réformes monétaires et financières visant à libérer les taux d'intérêt, à restructurer les institutions financières et à introduire une certaine libéralisation des opérations du secteur financier, tout en

renforçant le rôle de supervision des autres institutions financières, qui est dévolu à la banque centrale. De toute évidence, le but est de jeter les bases d'un secteur financier solide qui autorise une mobilisation accrue de l'épargne intérieure ainsi qu'une affectation plus judicieuse des investissements, grâce à une meilleure intermédiation. Certains pays, comme le Maroc, ont envisagé d'élargir le domaine d'intervention du secteur privé dans le secteur financier, grâce à la privatisation partielle ou totale des institutions financières publiques. En Ethiopie, les premières sociétés par actions de banque ou d'assurance, qui aient existé depuis 1974, ont été créées entièrement par des initiatives privées, à la suite de la promulgation d'une nouvelle loi globale régissant les entreprises financières. Il est encore trop tôt pour dire si ces initiatives ont permis d'élever le taux brut d'épargne intérieure ou d'améliorer les investissements; néanmoins, c'est un premier pas dans la bonne direction.

34. Un certain nombre de pays ont entrepris des réformes monétaires. La dévaluation du franc CFA, survenue au mois de janvier 1994, a été le cas le plus marquant d'ajustement de taux de change intervenu en Afrique au cours de l'année et ce, en raison du nombre de pays concernés - 14 pays de deux régions, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, plus les Comores, et en raison également du taux de la dévaluation, de 100%, puisqu'au lieu de 50 francs CFA pour 1 franc français, il faut maintenant 100 francs CFA, ce qui avait été accueilli au début avec un sentiment d'accablement dans divers groupes sociaux de la zone CFA. La dévaluation du franc CFA a été négociée dans le cadre d'un ensemble de mesures comprenant la remise d'une partie de la dette publique contractée auprès de la France ainsi que l'apport de nouvelles ressources du FMI, de la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement, à titre de soutien à toute une série de réformes d'ordre macro-économique.

35. Durant la première année, les conséquences de la dévaluation ont été variables. Comme prévu, elle semble avoir favorisé les termes de l'échange sur le plan intérieur pour les produits commercialisables par rapport aux produits non commercialisables et pour les industries qui

s'appuient sur des intrants locaux par rapport à celles qui reposent surtout sur des importations. Cependant, même si les exportations connaissent une relance dans certains pays, elles restent inférieures à ce qu'elles devraient être, étant donné le bond en avant de la position concurrentielle des producteurs de la zone CFA sur le marché mondial, du fait de la dévaluation. Par ailleurs, la demande intérieure, d'une façon générale, semble avoir fléchi. Certes, ce fléchissement a contribué à réduire les importations mais il a aussi quelque peu ralenti la croissance économique. Parallèlement, la dévaluation a provoqué une hausse en flèche des prix. Il faut espérer que ces répercussions négatives initiales du choc de la dévaluation s'atténueront avec le temps. Ce qui est clair, toutefois, c'est qu'il faut également s'attaquer sérieusement à d'autres facteurs déterminants de la compétitivité - les infrastructures en matière de transport, de télécommunications et d'énergie; les compétences requises de la main-d'oeuvre et les réformes du marché du travail; des entreprises plus dynamiques, qui soient plus offensives dans la recherche de marchés d'exportation; des mesures d'encouragement; etc. Dans les programmes d'ajustement structurel des pays de la zone CFA, il faudrait accorder au moins autant d'attention à ces facteurs qu'à la recherche d'une stabilité macro-économique.

36. Cependant, il ne faudrait pas donner l'impression qu'en 1991, l'Afrique n'a connu que dévaluation et dépréciation en matière monétaire. Dans certains pays où des réformes ont déjà atteint un stade avancé, notamment en Ouganda et au Kenya, les monnaies se sont en fait appréciées par rapport à un dollar E.-U. affaibli. Toutefois, cela traduisait surtout un accroissement des rentrées de devises provenant des recettes d'exportation, une augmentation modeste des envois de fonds et une aide budgétaire fournie par les donateurs pour soutenir les programmes de réforme convenus. De même, si les taux d'intérêt ont généralement augmenté suite à l'application de réformes monétaires et financières, dans les pays où des mesures ont été prises pour contenir les pressions inflationnistes prévues, comme en Ouganda, les taux ont commencé à baisser.

37. La privatisation est un autre domaine visé par les réformes économiques. Les progrès en la matière sont entravés par la modicité de l'épargne intérieure dans les pays africains, le manque d'entrepreneurs dynamiques et l'absence de marchés de capitaux ou leur sous-développement. Les pays répugnent tout naturellement à céder entièrement les entreprises publiques aux investisseurs privés, souvent à des prix dérisoires. Aussi, les pays recherchent-ils une méthode permettant à leurs ressortissants de retenir une part importante des actifs privatisés, par exemple grâce à des co-entreprises avec des investisseurs étrangers. Dans la mesure du possible, ils voudraient également une large diversification des actionnaires des principales sociétés privatisées. Ainsi, avant de laisser flotter à la Bourse des valeurs de Londres le reste de ses actions dans l'Ashanti Goldfields Company au début de cette année, le Gouvernement ghanéen en a réservé presque 2% aux travailleurs. En Ethiopie, le gouvernement a choisi de diviser les actifs de la société de transport d'Etat entre trois sociétés dont les actions seront entièrement cédées aux travailleurs sous forme d'un prêt égal à la valeur des actifs cédés. A cet égard, la privatisation, lorsqu'elle est convenablement conçue, devrait être une stratégie permettant d'accélérer la croissance économique et le développement équitable plutôt que d'élargir les disparités économiques dans la société par la concentration croissante du pouvoir économique.

38. Des progrès ont également été réalisés en matière de réformes dans d'autres domaines, notamment en ce qui concerne le marché et la fiscalité en vue d'améliorer le climat pour les investisseurs étrangers et locaux.

39. Ainsi, les pays africains honorent l'engagement qu'ils ont pris dans le cadre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique d'appliquer des réformes en vue de rendre leurs économies plus efficaces. Il en est de même de la démocratisation. Malheureusement, si les partenaires extérieurs de l'Afrique ont continué de fournir une aide au développement, ils n'ont pas honoré pleinement leurs engagements au titre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies. Le niveau des transferts nets de ressources

vers l'Afrique au cours de la période 1990-1994 est tombé très en-deçà des 30 milliards de dollars préconisés pour la seule année 1992, et avec un taux de croissance prévu d'au moins 4% par an. En 1994 par exemple, on s'attend à ce que les financements extérieurs nets en faveur de tous les pays africains, y compris l'Afrique du Sud, ne dépassent pas 14 milliards de dollars, ce qui ne représente qu'une légère amélioration par rapport à 1993. Dans les autres régions en développement faisant preuve de plus de dynamisme, l'investissement étranger direct est devenu le principal moyen de transfert de ressources des pays riches vers les pays pauvres. En revanche, l'Afrique n'est pas encore en mesure d'attirer l'investissement direct étranger ni les fonds de portefeuille dans des proportions qui pourraient avoir un effet notable à cause de la position relativement peu compétitive du continent dans le monde. Par conséquent, l'Afrique aura toujours besoin d'une aide publique au développement substantielle de la part de ses partenaires.

40. Un deuxième engagement pris par les partenaires de l'Afrique était de prendre des mesures significatives pour alléger le fardeau insupportable de la dette extérieure des pays africains que le Secrétaire général, M. Boutros-Ghali, a comparé à un étouffement le cou de l'Afrique. Pourtant, presque à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies, aucune mesure significative n'a été prise collectivement par les créanciers pour réduire substantiellement le volume de la dette des pays africains, à l'exception de l'Egypte. Ainsi, malgré l'appui que les dirigeants du groupe des sept pays industrialisés les plus riches (le G7) n'ont cessé d'apporter aux "modalités renforcées de Toronto", de 1991 à 1994 21 pays africains ont négocié des accords de rééchelonnement de leur dette portant seulement sur 7,14 milliards de dollars. Il est évident que la portée de ces efforts visant à résoudre le problème de la dette de l'Afrique est limitée, étant donné qu'à la fin de 1993, le montant total de la dette extérieure du continent africain, Afrique du Sud comprise, était de 301,8 milliards de dollars. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, le rapport dette - PIB du reste de l'Afrique est

passé à 95%, et la dette représentait près de trois fois la valeur des exportations.

III. PERSPECTIVES POUR 1995

41. Les perspectives concernant les résultats économiques de l'Afrique en 1995 dépendent évidemment de l'évolution de certains facteurs tant intérieurs qu'extérieurs qui influent traditionnellement sur la croissance et le développement en Afrique.

42. Les conditions climatiques, la disponibilité d'intrants agricoles essentiels et la situation en ce qui concerne les acridiens et les autres fléaux des cultures continuent d'être autant de facteurs très déterminants en matière de production agricole et alimentaire. Un autre facteur primordial est le niveau des cours des cultures d'exportation telles que le café, le cacao et le thé sur le marché mondial. Si tous ces facteurs sont favorables en 1995 et si l'accent est mis dans les politiques sur le développement des infrastructures rurales, l'amélioration des incitations aux producteurs et des mécanismes de commercialisation, le taux de croissance de la production agricole pourrait atteindre 4 à 5%, ce qui serait nettement supérieur au taux d'accroissement de la population.

43. Les recettes des pays africains provenant de l'exportation de produits agricoles et minéraux pourraient poursuivre leurs tendances positives actuelles si la dynamique de la relance dans les pays membres de l'OCDE se maintenait. En revanche, le renchérissement des cours des produits de base cette année pourrait bien encourager les producteurs d'autres pays concurrents à accroître la production et augmenter l'offre sur le marché mondial, ce qui pourrait faire baisser les cours par rapport aux niveaux atteints cette année. Les perspectives d'une amélioration sur le marché du pétrole sont plutôt sombres en 1995.

44. Les progrès réalisés vers le rétablissement de la paix mettront les pays précédemment empêtrés dans des conflits sur la voie du redressement et du développement durable. Les récentes élections

réussies au Mozambique, qui se sont tenues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, devraient créer les conditions pour le rétablissement de la paix dans tout le pays, offrant ainsi des possibilités pour l'exploitation de ses richesses en ressources naturelles et pour la réalisation de ses potentialités stratégiques dans les infrastructures de transport de la sous-région de l'Afrique australe. L'accord de paix conclu récemment en Angola devrait également, on l'espère, permettre d'instaurer les conditions d'une relance du développement dans ce pays. De même, il y a lieu d'espérer que des progrès significatifs seront réalisés vers la paix et la réconciliation au Libéria, en Somalie et au Sud-Soudan et que la situation fragile au Rwanda et au Burundi deviendra plus viable en 1995. Il faut souhaiter également que la transition vers la démocratie dans les pays africains s'effectue dans des conditions pacifiques. Dans toutes ces situations, une aide substantielle sera nécessaire de la part des partenaires dans le développement de l'Afrique pour soutenir le processus de reconstruction et de développement.

45. Il va sans dire que les pays africains poursuivront leurs réformes économiques en vue de la croissance et de la transformation en 1995. Il faut espérer que le souci d'efficacité économique et de stabilité macro-économique des réformes sera pris en compte dans un programme soutenu à long terme visant à mettre en place des capacités essentielles dans les domaines des ressources humaines, des institutions et des infrastructures économiques et sociales pour assurer le développement durable du continent et rendre celui-ci pleinement compétitif dans l'économie mondiale moderne.

46. En Afrique du Sud, les efforts devraient s'intensifier en 1995, en raison de l'exécution du Programme de reconstruction et de développement, en vue de corriger les déséquilibres socio-économiques hérités de la période de l'apartheid. La position ferme adoptée en matière de responsabilité fiscale ainsi que la stabilité des prix, l'appui au secteur privé et l'incitation à l'investissement étranger devraient accélérer le taux de croissance économique en Afrique du Sud. Toutefois, il faudra, pour ce faire, qu'employés et employeurs

établissent de nouvelles relations pragmatiques fondées sur une compréhension réciproque des préoccupations de chaque partie dans leurs efforts visant à corriger les distorsions du marché de l'emploi créées par 40 ans d'apartheid.

47. Dans l'ensemble, il y a des raisons pour un modeste optimisme en ce qui concerne l'économie du continent africain en 1995. Comme auparavant cependant, les aléas climatiques et les fléaux continuent évidemment à rendre incertaines les perspectives d'avenir, étant donné l'importance de la contribution du secteur agricole à la production totale, aux recettes d'exportation et à l'emploi en Afrique. En supposant des conditions normales, le secrétariat de la CEA estime que la production économique du continent africain devrait augmenter d'environ 3% en 1995.

IV. FACILITER LA TRANSITION DE L'AFRIQUE VERS LA CROISSANCE ACCELEREE ET LE DEVELOPPEMENT

48. L'image qui ressort de l'examen ci-dessus de la situation économique et sociale en Afrique traduit une légère amélioration des résultats. Toutefois, on sent dans la quasi-totalité des pays africains la nécessité urgente de réaliser des progrès et de prendre l'élan voulu en faveur de cet objectif. En témoignent la restructuration économique engagée par certains pays, les réformes politiques entreprises pour améliorer la gestion des affaires publiques dans beaucoup d'autres et le nouvel accent mis sur la justice sociale, comme l'attestent les différents engagements pris pour responsabiliser les femmes, protéger les enfants et résoudre les conflits qui ravagent certains pays. L'Afrique traverse en effet une période de changement. Bref, l'Afrique est une région en transition, même si cette transition est lente et irrégulière.

49. Les transitions en cours en Afrique au niveau local vont de pair avec des changements tout aussi importants au niveau international. La fin de la guerre froide intervenue au début de cette décennie a jeté les bases de changements radicaux dans la structure géopolitique.

Toutefois, on peut soutenir que ce sont les changements au niveau de l'économie internationale qui influenceront le rythme de la transformation de l'Afrique, et c'est à ces changements que les pays africains doivent réagir. Il est toujours très risqué d'extrapoler les tendances actuelles dans le futur. Néanmoins, certaines caractéristiques clefs de l'évolution de l'économie internationale sont évidentes :

- La formation de blocs commerciaux régionaux, avec comme nouveauté des pays industrialisés qui s'associent avec des pays en développement dans certains cas;
- Un cadre renforcé pour le commerce international résultant du Cycle d'Uruguay, qui a stimulé davantage la libéralisation du commerce, élargi la gamme de produits soumis aux règles commerciales internationales négociées et permis la création de l'Organisation mondiale du commerce qui supervisera le commerce mondial;
- L'intensification de la concurrence en matière de production et de commercialisation de biens et services mais aussi en matière d'accès aux marchés pour le commerce, aux ressources financières et à l'investissement;
- La mondialisation des processus et du financement de la production, à la fois parce que les impulsions financières dans un pays se transmettent rapidement à un autre et que les sociétés transnationales, principaux acteurs de la mondialisation de l'économie, peuvent rapidement déplacer les structures de production si elles perçoivent des risques et des avantages éventuels;
- La célérité grandissante avec laquelle les marchés internationaux récompensent les décisions économiques nationales judicieuses et sanctionnent les actions imprudentes.

50. Dans ce contexte, et à cinq ans seulement de l'avènement d'un nouveau millénaire, l'Afrique n'a d'autre choix que de se conformer à l'environnement économique mondial hautement concurrentiel de l'avenir. Cet environnement a été créé par les progrès technologiques fulgurants, notamment dans le domaine des transports et des télécommunications, la disparition progressive du monopole exercé par les économies industriellement avancées sur la main-d'oeuvre qualifiée, la fin de la période de l'après-guerre froide et la révolution dans les relations économiques qu'elle a entraînée partout dans le monde. L'Accord découlant des négociations d'Uruguay n'a fait que codifier ces forces fondamentales qui, en fin de compte, sous-tendent la libéralisation tous azimuts que connaît actuellement le système commercial mondial. Le défi que doit relever l'Afrique consiste donc à entamer sans délai une refonte tout aussi radicale de sa structure économique.

51. A un certain niveau, les réformes susmentionnées constituent d'importants éléments pour faire face aux défis d'une ère nouvelle. Cette tâche comporte à la fois un volet politique et un volet économique. Pour soutenir effectivement la concurrence dans le nouvel environnement international, il faut que les réformes économiques engendrent la transformation structurelle. Sur ce plan, les pays africains doivent insuffler efficacité et dynamisme à leurs économies en éliminant les distorsions, en dotant le secteur privé de moyens lui permettant de rechercher des solutions compétitives aux problèmes socio-économiques et d'attirer l'épargne intérieure et extérieure à investir en vue du développement durable. Par ailleurs, les réformes politiques devraient, tout en favorisant la participation populaire au processus politique, fournir un cadre empreint de paix et de stabilité où les désaccords et divergences politiques ainsi que les litiges liés à des contrats sont résolus par arbitrage judiciaire.

52. A un autre niveau, il est clair que les capacités essentielles nécessaires pour soutenir les différentes réformes font défaut. Il faut donc mettre en place et utiliser les capacités humaines, institutionnelles et matérielles nécessaires pour gérer une économie et un système de gouvernement modernes. A un autre niveau encore, il est

impératif que les pays africains encouragent l'application de principes d'action pour faire face aux nouvelles tendances de l'économie mondiale.

53. La Communauté économique africaine, dont le traité est entré en vigueur en mai dernier, est un exemple d'action concertée qui renforce la capacité de l'Afrique en tant qu'important acteur potentiel sur la scène internationale. Le mot "potentiel" doit être souligné ici. La Communauté met l'Afrique à l'orée d'une nouvelle ère. Aussi les engagements pris dans le Traité d'Abuja doivent-ils s'accompagner de mesures appropriées pour en réaliser les objectifs. La Communauté économique africaine doit être perçue et conçue non seulement comme le véhicule d'une coopération régionale élargie mais aussi comme une stratégie face à une économie mondiale qui s'articule autour de blocs économiques.

54. A présent que le Traité d'Abuja est entré en vigueur, il conviendrait d'accélérer la première des six étapes menant à la Communauté africaine. D'après le Traité, il faut, dans ce cadre, renforcer les communautés économiques régionales, en particulier l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Par l'intermédiaire de leur secrétariat conjoint, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement (BAD) continueront d'apporter une assistance technique pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, ainsi que l'ont demandé nos Chefs d'Etat et de Gouvernement. Les institutions parrainées par la CEA constituent une ressource essentielle à la mise en place de capacités cruciales pour le développement durable de l'Afrique, ainsi qu'un instrument indispensable dans la consolidation de la coopération économique régionale et dans les efforts tendant à faire rapidement de la Communauté économique africaine une réalité. C'est dans ce contexte que je lance un appel à nos Etats membres et en particulier à nos

partenaires dans le développement pour qu'ils fassent en sorte que ces entités figurent parmi les priorités absolues en matière de développement du continent.

55. Ni les efforts visant à entreprendre des réformes ni ceux tendant à mettre en place des capacités essentielles voire à assurer l'intégration régionale ne seront couronnés de succès sans une injection de ressources financières suffisantes. Les pays africains ne disposent tout simplement pas des ressources nécessaires pour soutenir ces efforts. Les prévisions de ressources nécessaires pour le développement de l'Afrique dans les 15 à 20 prochaines années faites par différentes organisations internationales, y compris la CEA, le confirment. Il ne fait donc pas de doute que l'Afrique a besoin d'une plus grande aide financière et économique internationale. Cependant, les tendances actuelles des flux de ressources financières extérieures indiquent plutôt une diminution de l'aide.

56. L'aide à l'Afrique est présentée tantôt comme de la charité, tantôt comme une contribution à un puits sans fond ! Toutefois, si l'aide fournie lors de nombreuses catastrophes naturelles et autres situations d'urgence en Afrique, tout comme ailleurs, était inspirée par des considérations humanitaires et s'il y a eu manifestement des cas de décaissement et d'utilisation peu judicieux de l'aide en Afrique, il n'en demeure pas moins qu'une grande partie de ce qui a été fourni au titre de l'aide accordée pendant la guerre froide, n'a pas contribué à promouvoir le développement. L'aide était plutôt conditionnée par des considérations de loyauté idéologique, le volet militaire se taillant la part du lion. C'est maintenant - à l'heure où les pays africains se sont engagés à appliquer des réformes axées sur le marché, à mettre en place des structures démocratiques et à montrer leur attachement à la promotion de la justice sociale - que l'aide est le plus nécessaire pour soutenir cette évolution prometteuse. Si cette première occasion d'utiliser l'aide pour résoudre les principales questions de développement n'est pas saisie, la coopération multilatérale pour le développement en pâtira énormément.

57. Ce serait également un paradoxe. D'une part, la coopération internationale, pour arriver à un consensus ou à des accords sur une gamme variée de questions, s'intensifie. Il y a consensus pour promouvoir la viabilité de l'environnement, éliminer le trafic illicite des drogues, contenir l'explosion démographique, responsabiliser les femmes, protéger les enfants, réduire la pauvreté et promouvoir l'intégration et la cohésion sociales sans lesquelles la paix et la sécurité nationales et internationales sont impossibles. Il existe également un consensus concernant les cinq piliers du développement présentés dans l'ordre du jour du Secrétaire général pour le développement. D'autre part, les pays riches semblent de moins en moins enclins à contribuer à la réalisation de ces objectifs communs en augmentant les flux d'aide : c'est la prétendue "lassitude" des donateurs. Dans un sens, les appels pour l'accroissement de l'aide à l'Afrique s'adressent en premier lieu aux pays industrialisés pour qu'ils honorent leur engagement moral en faveur d'un avenir meilleur pour tous.

58. La coopération Sud-Sud représente un important instrument dans la réalisation des objectifs de redressement et de développement. En se basant en particulier sur l'expérience des pays d'Asie en matière de développement économique et de transformation et en encourageant la coopération économique et technique avec ces derniers, l'Afrique peut appliquer les leçons tirées de cette région et en tirer parti. Les organisations du Système des Nations Unies peuvent et doivent contribuer grandement à faciliter le transfert des données d'expérience entre l'Afrique et les autres régions en développement ainsi que la fourniture d'une assistance.

59. Comme je l'ai dit en maintes occasions, l'Afrique a de l'avenir, un avenir dont la réalisation est toutefois une responsabilité commune incombant à nous, Africains, et à nos partenaires dans le développement. Les immenses potentialités de la région, pour ce qui est de ses ressources naturelles et humaines, de sa position géographique et de son riche héritage, font partie des atouts essentiels sur lesquels son développement doit nécessairement reposer.

C'est là le défi que doivent relever l'ensemble de nos partenaires dans le développement. Il est temps d'agir et il faut faire vite. L'Afrique ne peut se permettre de rester à la traîne dans la course au développement.

60. Je vous remercie de votre aimable attention.

Tableau 1 : Répartition de la croissance du produit intérieur brut

	1992	1993	1994	1990-1994
PIB (prix de 1990) :taux de croissance				
● Afrique	-0,3	1,1	2,8	1,5
● Afrique du Nord	1	0,8	2,5	1,8
● Afrique de l'Ouest	2,3	2,8	3,0	4,3
● Afrique centrale	-4,7	-4,8	-0,2	-2,7
● Afrique de l'Est et Afrique australe	-1,9	1,5	3,7	0,9
● Afrique australe	-2	1,2	3,8	0,8
● Pays exportateurs de pétrole	0,9	1,7	2,0	1,5
● PMA d'Afrique	-0,4	1,6	1,7	0,9
Pour mémoire				
● Afrique du Sud	-2,2	1,2	4,1	0,5
● Afrique à l'exclusion des Etats en proie à un conflit	-0,3	1,2	2,9	1,6

Source: Secrétariat de la CEA.

Tableau 2 : Répartition des résultats économiques selon les pays (taux de croissance)

	Négatif	Entre 0 et 3%	Entre 3 et 5%	Plus de 5%
Nombre de pays				
- En 1993	17	14	10	12
- En 1994	11	17	13	12

Source : Secrétariat de la CEA.

Tableau 3 : Croissance de la valeur ajoutée pour les secteurs de production

	1992	1993	1994	1990-1994
● Agriculture	-1,6	1,8	3,1	1,9
● Secteur manufacturier	-1,2	0,1	4,8	0,4
● Industries extractives	-1,8	1,3	-4,2	-0,7
● Administration publique 1-	3,2	1,1	-3,7	0,3
Services	1,2	1,7	2,0	1,6
Pour mémoire ● Production pétrolière (millions de dollars)	343,4	339,2	338,2*	1,2

Source : Secrétariat de la CEA.

1 - Administration publique, électricité et eau.

* Estimation.

Tableau 4. Croissance de la demande

	1992	1993	1994	1990-1994
Consommation intérieure	1,2	1,7	0,9	2
- Publique	2,1	4,4	0,4	2,2
- Privée	1	1	1	1,9
● Formation brute de capital fixe	-1	-1	7,2	-0,1
● Exportations	-5	2,1	3,2	0,7
● Importations	0,2	2,6	2,8	1,8

Source : Secrétariat de la CEA.

Tableau 5 : Indices des prix africains 1/

	1992	1993	1994	1990-1994
● Indice des prix à la consommation				
● Indice des prix des produits de base, y compris le pétrole	83,8	74,9	74,8	77,8
- Produits alimentaires	100,7	99,6	104,8	101,7
- Boissons et tabacs	81,8	86,9	138,9	102,5
- Matières premières agricoles	99,9	100,5	108,7	103
- Métaux et minéraux	86,6	72,8	77,2	78,9
● Prix du pétrole brut Brent (dollars/baril)	19,4	17	15,7	17,4
- Indice des prix du pétrole	80,6	71	65,6	72,4
● Indice des prix des exportations africaines, y compris les importations de pétrole	86,5	79,9	81,6	82,7
Pour mémoire				
Indice des prix des produits de base exportés par l'Afrique (à l'exclusion du pétrole)	93,5	87,2	103,6	94,8

1/ 1990 = 100

